

RAPPORT DE L'AUDITEUR INTERNE

Rapports de contrôle organisationnel

Documents supplémentaires sur ce sujet : ONUSIDA/CCP (48)/21.5 ; ONUSIDA/CCP (48)/21.6 ; ONUSIDA/CCP (48)/21.7

Action requise lors de cette réunion : le Conseil de coordination du Programme est invité à :

prendre note du rapport de l'auditeur interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

Implications financières de la mise en œuvre des décisions : aucune



21 mai 2021

Rapport de l'auditeur interne pour 2020

1. Le Bureau des services de contrôle interne (IOS) de l'Organisation mondiale de la Santé transmet par la présente son rapport annuel pour l'année 2020 à l'intention du Conseil de coordination du Programme (CCP) du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

OBJECTIF ET PORTÉE

2. L'IOS fournit des services d'assurance et de conseil indépendants et objectifs, conçus pour apporter une valeur ajoutée aux opérations de l'ONUSIDA et les améliorer. Les travaux sont menés conformément aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne promulguées par l'Institut des auditeurs internes. Les normes fournies par l'Institut ont été adoptées afin d'être utilisées dans l'ensemble du système des Nations Unies et fournissent des orientations indépendantes et faisant autorité, conçues pour assurer une fonction de contrôle efficace. Grâce à une approche systématique et disciplinée, l'IOS aide l'ONUSIDA à atteindre ses objectifs en évaluant et en améliorant l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance. L'IOS est autorisé à accéder pleinement, librement et rapidement à tous les dossiers, biens, personnel, opérations et fonctions au sein de l'ONUSIDA qui sont, selon lui, pertinents pour le sujet examiné.
3. La portée du travail consistait à évaluer si le cadre des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, tel qu'il a été conçu et mis en œuvre par la direction de l'ONUSIDA, était adapté et que son fonctionnement était de nature à garantir la réalisation d'objectifs spécifiques. L'IOS a notamment vérifié :
 - (a) l'exactitude, la fiabilité et la diffusion rapide des données importantes sur le plan financier, managérial et opérationnel ;
 - (b) la conformité des actions du personnel aux réglementations, règles, politiques, normes et procédures de l'ONUSIDA et de l'OMS ;
 - et (c) l'acquisition économique, l'utilisation efficiente et la protection adéquate des ressources.

4. L'IOS fournit des services de contrôle à l'ONUSIDA, conformément au protocole d'accord du 9 janvier 2008 entre l'IOS et l'ONUSIDA.¹

MÉTHODOLOGIE

5. L'IOS considère le risque comme la possibilité que se produise un événement qui influencera la réalisation des objectifs. Afin de garantir que les ressources d'audit disponibles sont concentrées sur les domaines présentant le risque relatif le plus élevé, l'IOS utilise un modèle d'évaluation des risques. Ce modèle appuie les jugements professionnels émis lors de l'établissement des priorités du plan de travail annuel de l'IOS. Le modèle comprend trois volets essentiels : (i) l'univers d'audit des centres budgétaires, tiré du système de planification des ressources de l'entreprise (ERP) (base de données du système de gestion globale de l'OMS) ; (ii) un ensemble de paramètres de risque pondérés qui sont appliqués de manière cohérente, afin d'obtenir un classement du risque relatif des entités de l'univers d'audit ; et (iii) un examen plus approfondi par rapport aux facteurs de risque « subjectifs » spécifiques. Le processus d'évaluation des risques intègre des mesures subjectives et objectives, telles que l'exposition financière, les changements récents au niveau du personnel ou des systèmes, et l'environnement de contrôle interne, qui déterminent le risque relatif des domaines susceptibles d'être soumis à un audit. Conformément à la pratique de l'IOS, la contribution de l'équipe de direction de l'ONUSIDA sur les domaines potentiels d'audit est également prise en compte dans la préparation du plan de travail.
6. Les résultats de l'évaluation actualisée des risques de l'audit ont fait l'objet de discussions avec la direction de l'ONUSIDA et un plan de travail a été établi pour l'année 2020.
7. En raison de la pandémie de COVID-19, l'IOS a dû adapter ses méthodes de travail et adopter un plan de travail « souple ». En raison des restrictions en matière de déplacements, la plupart des audits réalisés en 2020 ont été effectués depuis le siège, sous la forme d'examens sur dossier. Les examens sur dossier n'impliquent pas de déplacement sur site et utilisent les données disponibles dans l'ERP et les documents justificatifs téléchargés dans le système de gestion des contenus (ECM) ; ils sont complétés par des réunions virtuelles et des entretiens avec les entités auditées et les

¹ Un nouvel accord de niveau de service pour le soutien à l'audit et aux enquêtes est en phase finale d'élaboration.

partenaires. Il existe des limitations logiques de la portée liées à l'incapacité d'effectuer certaines tâches, telles que : la vérification physique des actifs, le contrôle du fonds de caisse et certains aspects de la gestion du parc ainsi que les mesures de sécurité mises en place dans les bureaux de pays de l'ONUSIDA. L'expérience préalable de l'IOS dans la réalisation d'examens sur dossier a facilité la réalisation des audits en 2020. L'IOS a également mené deux missions de conseil (voir paragraphes 23 à 24), dont les résultats ont été résumés dans des notes adressées à la direction de l'ONUSIDA, qui comprenaient des recommandations d'action, le cas échéant.

8. À la fin de chaque audit, l'IOS a préparé un rapport d'observations détaillé décrivant les lacunes du contrôle interne et a formulé des recommandations à l'intention de la direction, visant à faciliter la gestion des risques, à améliorer les contrôles internes et à mettre en œuvre une gouvernance efficace au sein du Secrétariat. Conformément aux pratiques communes à l'ensemble des agences des Nations Unies, l'IOS utilise un système de notation à quatre niveaux pour ses conclusions générales sur les audits, à savoir (1) Satisfaisant ; (2) Partiellement satisfaisant, avec quelques améliorations requises ; (3) Partiellement satisfaisant, avec des améliorations importantes requises ; et (4) Insuffisant.
9. En 2020, les quatre audits réalisés ont été jugés « partiellement satisfaisants, avec quelques améliorations requises ». Cela représente une amélioration par rapport à 2019, où trois audits ont été jugés « partiellement satisfaisants, avec des améliorations importantes requises » et un audit « partiellement satisfaisant, avec quelques améliorations requises » (**Tableau 1**).

Tableau 1 : Résumé des conclusions de l'audit, par année

Conclusions de l'audit	2020	2019	2018
Satisfaisant	0	0	0
Partiellement satisfaisant (quelques améliorations requises)	4	1	2
Partiellement satisfaisant (améliorations importantes requises)	0	3	4
Insuffisant	0	0	0
Nombre total d'audits	4	4	6
Avis consultatifs (sans appréciation)	2	–	–

10. Les principales conclusions des rapports de l'IOS publiés en 2020 sur l'efficacité des contrôles internes sont résumées ci-après. Les domaines présentant un niveau de

risque résiduel élevé en 2020 étaient liés aux passations de marchés de services, suivis par l'environnement de contrôle (le « ton donné par la direction »), qui ont été signalés dans plusieurs audits, tandis que la coopération financière directe et les accords de financement de programmes, les ressources humaines et les récompenses ont été signalés une fois chacun, comme le montre le **Tableau 2**. Dans l'ensemble, des améliorations ont été constatées, avec une diminution significative du nombre de contrôles inefficaces présentant un niveau élevé de risques résiduels en 2020 par rapport aux résultats de 2019. En outre, on constate une augmentation de l'efficacité globale des contrôles, qui atteint 68% en 2020, contre seulement 50% en 2019.

Tableau 2 : Nombre total de contrôles inefficaces présentant un niveau élevé de risque résiduel, par processus
(pour les bureaux de pays/bureaux de liaison/équipes d'appui aux régions)

Processus	Nombre total de contrôles inefficaces présentant un niveau élevé de risque résiduel	
	2020	2019
Passation de marchés de services	3	5
Environnement de contrôle	2	7
Coopération financière directe et accords de financement de programmes	1	5
Ressources humaines	1	5
Subvention	1	
Gestion des actifs	–	3
Suivi et évaluation des performances	–	3
Gestion des risques	–	3
Information et communication	–	2
Technologies de l'information	–	2
Total	8	35

AUDITS

Questions transversales

Gestion des données à l'ONUSIDA

11. L'objectif de l'audit était d'examiner les processus actuels de gestion des données et les mécanismes de gouvernance des données programmatiques, et de fournir des

recommandations pour une amélioration potentielle, le cas échéant, en tenant compte de l'environnement opérationnel de l'ONUSIDA et des meilleures pratiques pertinentes. L'audit a porté sur les données relatives au VIH : le système de suivi mondial de la lutte contre le sida (GAM) et son processus de collecte de données, ainsi que le système de gestion de la base de données épidémiologiques (EDMS). L'audit a porté sur la Division de l'information stratégique au siège de l'ONUSIDA, avec la participation des équipes d'appui aux régions (EAR) de l'ONUSIDA et des Bureaux Pays.

12. L'audit a révélé que l'efficacité globale des processus de gestion des risques et de contrôle dans les domaines clés de la gestion des données de l'ONUSIDA était partiellement satisfaisante, avec quelques améliorations requises.
13. Les questions identifiées avec un niveau élevé ou modéré de risque résiduel et nécessitant l'attention de la direction concernaient les éléments suivants :
 - (a) Gouvernance des données et autorité : (i) le manque de personnel approprié sur le terrain pour répondre aux besoins de l'Information stratégique, et les descriptions de poste qui doivent être modifiées pour refléter l'expérience et les qualifications nécessaires sur le terrain ; (ii) l'absence de rapports fonctionnels formels entre les bureaux pays et le personnel de gestion des données au siège ; et (iii) le financement insuffisant pour assurer une formation appropriée aux rapporteurs nationaux sur le terrain et pour améliorer la validation et la qualité des données pour cette activité clé ;
 - (b) Cadre de la politique des données : absence de politique globale de gestion des données ;
 - (c) Architecture des données : dépendance importante à l'égard des flux de travail hors ligne pour la collecte et l'analyse des données qui ne sont pas formalisées ;
 - (d) Gestion de la qualité des données : manque de clarté dans la fréquence de déclaration des indicateurs ; et

- (e) Collecte, stockage, accès et sécurité des données : absence de cryptage des courriers électroniques pour protéger la transmission des informations et retards récurrents dans la collecte des données.

Bureaux de liaison

Bureau de liaison de l'Union africaine, Éthiopie (rapport d'audit 20/1189)

14. L'audit a révélé que l'efficacité globale des processus de gestion des risques et de contrôle dans les domaines de l'administration et des finances au Bureau de liaison de l'Union africaine (AULO) était partiellement satisfaisante, avec quelques améliorations requises.

15. L'audit a attiré l'attention de la direction de l'ONUSIDA sur les domaines suivants présentant un niveau élevé de risque résiduel et devant être traités en priorité :

- (a) Respect des règles et des règlements : (i) le personnel de l'AULO n'enregistrait pas les demandes d'achat dans l'ERP, ce sont les employés des Bureaux Pays qui s'en chargeaient ; (ii) les opérations d'achat étaient fractionnées afin d'éviter les autorisations requises ; et (ii) il était nécessaire de renforcer la collaboration entre l'AULO et le Bureau Pays afin de garantir une mise en œuvre rapide des activités.
- (b) Efficacité et efficience : le protocole d'accord avec l'Union africaine est dépassé et le protocole d'accord avec le ministère des Affaires étrangères n'est pas encore finalisé.

Bureaux de pays

Bureau de pays en Éthiopie (rapport d'audit n° 20/1188) :

16. L'audit a révélé que l'efficacité globale des processus de gestion des risques et de contrôle dans les domaines de l'administration et des finances au Bureau Pays était partiellement satisfaisante, avec quelques améliorations requises.

17. Des lacunes en matière de contrôle présentant un niveau élevé de risque résiduel et devant être traitées ont été constatées dans les domaines suivants :

- (a) Efficacité et efficience : la répartition actuelle du travail (par exemple, en ce qui concerne le personnel du Bureau Pays qui effectue des tâches à la fois pour le Bureau Pays et l'AULO), entraîne des goulets d'étranglement dans l'administration et une coordination insuffisante du travail (par exemple, des priorités peu claires fournies au personnel opérationnel concernant les activités opérationnelles/le travail à la fois pour le Bureau Pays et l'AULO).
- (b) Fiabilité et intégrité : (i) pour le projet actuel « Community, Health Education and Knowledge Building » (CHECK – Communauté, éducation à la santé et développement des connaissances), des lacunes ont été identifiées dans le processus de planification (par exemple, un manque de clarté concernant les résultats spécifiques du projet) ; et (ii) une délégation de pouvoirs suffisante n'a pas été obtenue pour signer les accords avec les donateurs locaux.
- (c) Respect des règles et des règlements : (i) l'approbation du Comité d'examen des programmes n'a pas été systématiquement obtenue avant que l'activité n'ait lieu pour les passations de marchés de services ; (ii) les rapports d'adjudication n'ont pas été dûment signés et datés ; et (iii) dans certains processus de passation de marchés, des offres insuffisantes ont été recueillies et comparées.

Bureau de pays en Côte d'Ivoire (rapport d'audit n° 20/1174) :

18. L'audit a révélé que l'efficacité globale des processus de gestion des risques et de contrôle dans les domaines de l'administration et des finances au Bureau Pays était partiellement satisfaisante, avec quelques améliorations requises.
19. Les observations présentant un niveau modéré de risque résiduel, qui doivent être traitées par le Bureau Pays ou l'EAR respectivement, concernaient :
20. Sous la responsabilité du Bureau Pays :
- (a) Détails insuffisants dans la préparation des budgets soutenant la passation de marchés de services ;
 - (b) Rapports d'adjudication insuffisamment documentés ;

- (c) Rapports techniques des partenaires de mise en œuvre non téléchargés en temps voulu dans l'ERP ;
- (d) Absence ou retard dans l'approbation des transactions d'achat par le Comité d'examen des programmes ;
- (e) Contrats non signés en temps voulu ; et
- (f) Planification insuffisante des voyages.

21. Sous la responsabilité de l'EAR : l'approbation établie dans l'ERP ne reflétait pas les limites d'approbation établies dans la délégation de pouvoir officielle (une recommandation distincte a été émise dans ce domaine, qui est sous la responsabilité du siège).

Avis consultatifs

22. Conformément à sa charte, l'IOS « *peut fournir des services consultatifs à la direction de l'OMS² dans la mesure où son indépendance et son objectivité ne sont pas compromises. Cette disposition est fondée sur la connaissance qu'a l'IOS de la gouvernance, de la gestion des risques et des contrôles, ainsi que des activités de l'OMS. L'IOS peut participer à l'examen des projets de politiques, d'orientations, de systèmes et de processus de travail, mais n'est pas autorisé à participer au processus de décision.* »³

Questions de conformité et de gestion au bureau de pays du Congo

23. L'examen consultatif a porté sur certains domaines opérationnels du Bureau Pays et a passé en revue les actions de la direction concernant un ensemble spécifique de transactions. Le rapport consultatif comprenait des observations sur la conformité ou les lacunes en matière de contrôle du site et formulait des recommandations à l'attention de la direction de l'ONUSIDA dans les domaines suivants : (i) l'utilisation de la voiture officielle par la direction ; (ii) le règlement des heures supplémentaires au chauffeur temporaire ; (iii) le réapprovisionnement du fonds de caisse ; (iv) l'enregistrement des congés du personnel ; et (v) la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport de la mission sur le bien-être et le renforcement des capacités. L'IOS a également conseillé à la direction de l'ONUSIDA

² Dans ce contexte, s'applique à la direction de l'ONUSIDA.

³ Charte du Bureau du contrôle interne (version de mars 2019), section C « Services consultatifs », paragraphe 12.

de rappeler à la direction et au personnel du Bureau Pays l'obligation d'adhérer aux règles de l'Organisation et de faire preuve de retenue dans les actions et les engagements qui pourraient représenter un risque pour la réputation de l'Organisation.

Questions de conformité dans les domaines des voyages et des achats au bureau de pays d'Afrique du Sud

24. L'objectif de l'examen consultatif était d'évaluer la conformité aux règles et réglementations de l'ONUSIDA dans les domaines des voyages et des achats au niveau du Bureau Pays. L'IOS a constaté des cas de non-conformité liés à l'insuffisance des pièces justificatives téléchargées par le personnel dans les systèmes ERP/ECM et à une supervision insuffisante de la part des gestionnaires dans le suivi des voyages et des accords pour exécution de travaux (APW) pour la passation de marchés de services. L'IOS a conseillé à la direction de l'ONUSIDA de rappeler au personnel et aux superviseurs du Bureau Pays l'obligation d'adhérer aux règles de l'Organisation et de faire preuve de retenue dans les actions et les engagements qui pourraient représenter un risque pour l'Organisation et accroître le risque de réputation.

BONNES PRATIQUES

25. Les travaux de l'IOS au cours de l'année 2020 ont également permis de relever les exemples suivants de bonnes pratiques :

26. En ce qui concerne la gestion des données, toutes les parties interrogées ont souligné que le travail effectué par la Division de l'information stratégique au siège de l'ONUSIDA apporte une valeur ajoutée en fournissant régulièrement des informations sur la situation de l'épidémie. Cela s'est traduit spécifiquement dans les éléments suivants :

- (a) Le personnel possède de bonnes connaissances techniques et les données sont vérifiées en impliquant l'ensemble des principales parties prenantes dans le processus, afin de garantir une approche globale qui assure une large acceptation des données publiées.
- (b) Les outils utilisés, tels que le GAM et AIDSInfo, fournissent non seulement des informations complètes, mais sont également utilisés par d'autres parties

prenantes pour élaborer leurs plans de travail ou préparer des demandes de subventions.

- (c) D'importants mécanismes de gouvernance ont été mis en place, comme le Groupe consultatif technique de suivi, qui est essentiel pour obtenir l'accord des principales parties prenantes sur les indicateurs à communiquer. Par exemple, le rapport du Conseil de coordination du Programme (CCP) de la 45^{ème} réunion (2019) a déclaré que l'ONUSIDA était un « *partenaire indispensable pour le Fonds mondial et le PEPFAR⁴, qui leur permettait d'avoir un impact maximal. Ce soutien pourrait être encore renforcé par l'amélioration des données permettant d'élaborer des réponses efficaces.* »
- (d) Un suivi de l'ensemble des sites web pertinents est établi. Le nombre d'utilisateurs déclarés du site web AIDSInfo a augmenté de manière significative entre 2017 et 2020.
- (e) Le processus du GAM fournit un exemple de la manière dont l'ONUSIDA, les coparrainants et d'autres parties prenantes clés collaborent efficacement pour atteindre un même objectif (partage innovant du réseau).
- (f) Les réactions à l'enquête d'audit de l'IOS et les entretiens avec le personnel de terrain de l'ONUSIDA ont conclu que le personnel du siège est réactif et solide sur le plan technique.

27. En ce qui concerne les Bureaux Pays, nous avons noté quelques exemples d'amélioration de la coordination interne, comme suit :

- (a) Les Bureaux Pays coopèrent de façon efficace avec les bureaux de pays de l'OMS et organisent des formations internes conjointes sur des sujets d'intérêt commun (par exemple, Bureau Pays Côte d'Ivoire), ce qui permet de réaliser des économies.
- (b) Le personnel de l'ONUSIDA a réagi positivement à l'approche actuelle de la direction visant à renforcer l'environnement de travail des bureaux (par exemple, Bureau Pays Éthiopie).

⁴ PEPFAR : plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida

- (c) Un réseau a été créé avec les autres bureaux de liaison de l'ONUSIDA (New York et Washington), ainsi qu'avec les EAR. La communication entre l'AULO et les collègues du Bureau Pays a été fructueuse ; par exemple, des projets de propositions aux partenaires extérieurs ont été préparés conjointement (Commission économique pour l'Afrique et Union africaine). Il y a également eu une grande visibilité avec l'Union africaine (par exemple, en tirant parti des visites du directeur exécutif de l'ONUSIDA lors des sommets de l'Union africaine).

ENQUÊTES

28. Les rapports faisant apparaître des préoccupations relatives à l'ONUSIDA et leur suivi sont gérés par l'IOS. La réception de ces rapports est la première étape d'un processus d'enquête complet mené par l'IOS pour examiner les allégations de comportements répréhensibles. Tous les rapports faisant apparaître des préoccupations reçus par l'IOS sont examinés par le comité de réception de l'IOS, afin de déterminer si les allégations relèvent du mandat de l'IOS et s'il convient de poursuivre l'enquête, de les transmettre à la direction pour examen ou de les classer.
29. Conformément aux procédures normalisées, une fois l'enquête terminée, le rapport d'enquête correspondant est transmis au Directeur exécutif de l'ONUSIDA pour examen des constatations, des conclusions et des recommandations d'action proposées pour toute mesure disciplinaire ou autre, le cas échéant.
30. En 2020, 11 nouveaux rapports faisant apparaître des préoccupations et impliquant l'ONUSIDA et ses ressources ont été reçus et examinés par l'IOS. Comme le montre le **Tableau 3** ci-dessous, le nombre de rapports reçus en 2020 a diminué par rapport aux 17 et 19 rapports reçus en 2018 et 2019, respectivement. Les rapports présentés en 2020 impliquaient des allégations de fraude, de non-respect des normes professionnelles, de harcèlement et de harcèlement sexuel. Par rapport à 2019, on constate une augmentation des signalements de harcèlement et de harcèlement sexuel et une diminution des signalements de fraude.

**Tableau 3 : Comparaison de la typologie des rapports de préoccupations en 2018-
2020**

Type de rapport de préoccupation	2018	2019	2020
Fraude	5	9	5
Non-respect des normes professionnelles	4	1	1
Irrégularité de recrutement	0	3	0
Harcèlement	1	2	3
Harcèlement sexuel	1	1	2
Exploitation et abus sexuels	0	0	0
Représailles	1	1	0
Autre	5	2	0
Total	17	19	11

31. Les cinq rapports de fraude présumée reçus en 2020 portaient sur des extorsions, des détournements, des falsifications et des irrégularités relatives aux passations de marchés. Deux des allégations de fraude n'étaient pas fondées et ont été classées. Deux autres sont en attente de clôture, car les preuves étaient insuffisantes pour ouvrir une enquête dans l'un des cas et l'autre cas n'était pas fondé. Le cas restant fait actuellement l'objet d'une enquête.
32. Dans l'ensemble, sur les 11 rapports faisant apparaître des préoccupations reçus en 2020, cinq cas n'étaient pas fondés et ont été clos ; deux autres n'étaient pas non plus fondés et sont en attente de clôture ; et les quatre derniers font l'objet d'une enquête.

SUIVI ET MISE EN ŒUVRE

33. L'IOS surveille la mise en œuvre de l'ensemble de ses recommandations afin de s'assurer que des mesures ont été effectivement prises par la direction ou que la direction générale a accepté le risque lié à l'absence de mesures. Les recommandations d'audit sont classées par priorité et par risque résiduel. Le rapport et le suivi de chaque recommandation d'audit individuelle sont effectués à l'aide d'un portail web, qui envoie des notifications automatiques par courriel aux agents responsables des étapes suivantes, pour qu'ils agissent sur l'avancement de la mise en œuvre.
34. Depuis le précédent rapport de l'auditeur interne, l'IOS a le plaisir d'annoncer qu'à la date du 20 mai 2021, il a pu clôturer sept audits (12/895, 14/969, 15/997, 16/1008, 17/1102, 17/1110 et 17/1121). Neuf recommandations d'audit en suspens persistent,

déoulant de trois audits en suspens depuis longtemps (voir **Tableau 4**). Néanmoins, le nombre de recommandations « en suspens » a été sensiblement réduit à 6%, contre 21% l'année précédente. Voir l'**Annexe 1** pour un rapport de situation détaillé par rapport d'audit individuel.⁵ Le pourcentage de recommandations clôturées a également progressé, représentant 72% du nombre total de recommandations (à l'exclusion des recommandations non encore échues) au 20 mai 2021, contre 54% au 11 mai 2020.

Tableau 4 : Situation des anciens audits en suspens de l'ONUSIDA, au 20 mai 2021

N° de rapport d'audit	Titre de l'audit	Personne responsable	Nombre d'années depuis la publication du rapport	Nombre de recommandations en cours	Nombre de recommandations présentant un risque résiduel élevé	Commentaires sur les modifications depuis le rapport de l'année précédente (11 mai 2020)
16/1035	Bureau de pays de l'ONUSIDA au Ghana	Directeur exécutif de l'ONUSIDA	4,4	5	2	27 recommandations clôturées au cours de la période
17/1101	Bureau de pays de l'ONUSIDA en Tanzanie	Directeur exécutif de l'ONUSIDA	3,7	1	0	Mise à jour de la situation reçue au cours de la période
17/1117	Mobilisation des ressources au siège de l'ONUSIDA	Directeur des relations extérieures et des relations avec les donateurs, ONUSIDA	3	3	2	14 recommandations clôturées au cours de la période

35. En mai 2021, nous avons accepté de clôturer le rapport d'audit 12/895 sur les frais de téléphone à l'ONUSIDA, car la direction de l'ONUSIDA a confirmé qu'elle acceptait le niveau actuel de risque résiduel lié aux trois recommandations en suspens sur le « Système de recouvrement des appels privés ». La direction a fait savoir qu'elle s'engageait à « tirer les leçons du nouveau contrat du siège et des modalités de travail à distance étendues utilisées pendant la pandémie de Covid ». Pour cela, « l'ONUSIDA mettra à jour son processus de fourniture de dispositifs de communication, afin de garantir une gestion globale plus efficace et une flexibilité accrue pour répondre aux spécificités du marché dans chaque région. »

36. En examinant les progrès supplémentaires réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de l'audit, nous constatons que des problèmes récurrents ont été identifiés dans les domaines suivants, ce qui suggère que l'ONUSIDA devrait adopter

⁵ Données disponibles sur le portail web de gestion des audits (TeamMate+), à la date du 20 mai 2021.

une « approche plus globale » pour obtenir des améliorations durables dans ces domaines à haut risque (une partie des problèmes ci-dessous sont repris du rapport de l'année dernière) :

- Non-respect des procédures de passation de marchés et situations récurrentes où l'on a renoncé à la procédure d'appel d'offres en raison, semble-t-il, d'une source d'approvisionnement unique ;
- Insuffisance du degré de détail dans les budgets et les spécifications des besoins pour identifier les services qui doivent être acquis ; et
- Lenteur des processus de ressources humaines, notamment en ce qui concerne le remplacement des directeurs de pays de l'ONUSIDA et d'autres postes clés au niveau de certains Bureaux Pays. Cela s'explique principalement par le processus de mobilité, qui entraîne la vacance de postes pendant de longues périodes. De plus, les profils d'emploi génériques conduisent souvent à placer des employés aux compétences insuffisantes à des postes sur le terrain.

37. Nous profitons également de l'occasion pour soulever une question en suspens depuis longtemps concernant la nécessité de mettre en œuvre un système pour demander une déclaration d'intérêt (DOI) aux experts sous contrat avec l'ONUSIDA, ou travaillant sur une base volontaire, ou participant à des réunions consultatives scientifiques ou techniques, et autres. Le processus de finalisation des modèles de DOI pour les experts a été retardé ; nous avons été informés qu'ils devraient être finalisés d'ici au troisième trimestre 2021. Nous recommandons que cette question soit traitée de telle manière qu'une approche uniforme puisse être adoptée. Nous surveillerons ce domaine lors des prochains audits des Bureaux Pays.

PRINCIPAUX RISQUES ET OPPORTUNITÉS OPÉRATIONNELS POUR L'ONUSIDA

38. La pandémie de COVID-19 a eu un impact important sur le travail de l'Organisation, et cela pourrait se poursuivre en 2021 et au-delà. Comme l'année précédente, le personnel interrogé a fait état de préoccupations liées à la mise en œuvre de la réponse au VIH sur le terrain. L'IOS poursuivra le travail à distance et explorera les possibilités de travail consultatif en rapport avec cette réponse.

ACTION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

39. Le Conseil de coordination du Programme est invité à prendre note de ce rapport.

Annexe 1

Tableau de bord du statut de mise en œuvre des recommandations des audits internes, à la date du 20 mai 2021

Numéro d'audit	Titre de l'audit	Personne responsable	Date du rapport final	Nombre d'années depuis la publication du rapport	Situation au 11-05-2020			Situation au 20-05-2021			Taux de mise en œuvre	Risque résiduel élevé		Haute priorité		Commentaires sur les modifications depuis le précédent rapport de situation (11-05-2020)		
					Ouvertes	En cours	Cloûrées	Nombre de recommandations	Ouvertes	En cours		Cloûrées	Non cloûrées*	En cours	Non cloûrées*		En cours	
Rapports d'audit du plan de travail 2012																		
12/895	Frais de téléphone au siège de l'ONUSIDA	Directeur PFA, ONUSIDA	12-Oct-12	8,6	27	0	3	24	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Audit cloûré depuis la dernière mise à jour du rapport de situation		
Rapports d'audit du plan de travail 2014																		
14/869	Assurance qualité de l'ONUSIDA au siège	Directeur PFA, ONUSIDA	18-Aug-14	6,8	16	0	4	12	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Audit cloûré depuis la dernière mise à jour du rapport de situation		
Rapports d'audit du plan de travail 2015																		
15/897	Accords de financement de programmes et coopération financière directe à l'ONUSIDA	Directeur PFA, ONUSIDA	01-Mai-16	5,2	15	0	3	12	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Audit cloûré depuis la dernière mise à jour du rapport de situation		
Rapports d'audit du plan de travail 2016																		
16/1008	Assistance informatique sur le terrain et à distance à Nairobi, Kenya	Conseiller principal en gestion du changement	16-Mai-17	4,2	19	0	7	11	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Audit cloûré depuis la dernière mise à jour du rapport de situation		
16/1035	UCO au Ghana	Directeur de pays de l'ONUSIDA	08-Dec-16	4,5	32	1	31	0	32	0	5	27	84%	2	2	27 recommandations cloûrées au cours de la période		
Rapports d'audit du plan de travail 2017																		
17/1101	UCO en Tanzanie	Directeur de pays de l'ONUSIDA	10-Aug-17	3,8	35	0	1	34	35	0	1	34	97%	0	0	Aucune réponse formelle reçue au cours de la période		
17/1102	Équipe d'appui aux régions de l'ONUSIDA MENA	Directeur EAR MENA	20-Oct-17	3,6	28	0	7	21	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Audit cloûré depuis la dernière mise à jour du rapport de situation		
17/1110	UCO en Égypte	Directeur de pays de l'ONUSIDA	08-Dec-17	3,5	16	0	2	14	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Audit cloûré depuis la dernière mise à jour du rapport de situation		
17/1117	Mobilisation des ressources au siège de l'ONUSIDA	Unité des ressources humaines en relations avec les partenaires externes	01-Mai-18	3,1	35	2	16	19	35	0	3	32	91%	2	2	18 recommandations cloûrées au cours de la période		
17/1121	Équipe d'appui aux régions de l'ONUSIDA ECCA	Directeur EAR ECCA	02-Mai-17	4,1	36	0	5	31	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Audit cloûré depuis la dernière mise à jour du rapport de situation		
Rapports d'audit du plan de travail 2018																		
18/1140	UCO en République démocratique du Congo	Directeur de pays de l'ONUSIDA	20-Jul-18	2,8	59	0	16	34	59	0	9	41	92%	2	3	7 recommandations cloûrées au cours de la période		
18/1146	UCO en Haïti	Directeur de pays de l'ONUSIDA	26-Sep-18	2,6	49	31	6	12	49	1	14	34	89%	4	3	22 recommandations cloûrées au cours de la période		
18/1151	UCO au Cameroun	Directeur de pays de l'ONUSIDA	04-Oct-18	2,6	49	0	11	38	49	0	2	47	96%	1	1	3 recommandations cloûrées au cours de la période		
18/1153	Accords pour exécution de travaux à l'ONUSIDA	Directeur PFA, ONUSIDA	26-Mai-19	2,2	28	5	1	22	28	0	2	26	93%	1	1	4 recommandations cloûrées au cours de la période		
18/1155	Équipe d'appui aux régions de l'ONUSIDA ESA	Directeur EAR ESA	18-Jul-18	1,6	47	21	28	0	47	7	8	32	88%	5	2	4	32 recommandations cloûrées au cours de la période	
18/1159	UCO au Mozambique	Directeur de pays de l'ONUSIDA	05-Jun-18	2,9	32	0	0	32	0	9	23	72%	2	3	4	20 recommandations cloûrées au cours de la période		
Rapports d'audit du plan de travail 2019																		
19/1168	Fonctionnaire de l'ONUSIDA dans le pays (UCO) et bureau régional auxiliaire en Jamaïque	Directeur EAR RSJ	28-Oct-19	1,6	37	36	1	0	37	0	19	18	49%	6	6	4	18 recommandations cloûrées au cours de la période	
19/1170	Fonctionnaire de l'ONUSIDA dans le pays au Malawi	Directeur de pays de l'ONUSIDA	05-Feb-20	1,3	45	45	0	0	45	2	23	20	44%	7	5	6	20 recommandations cloûrées au cours de la période	
19/1179	Équipe d'appui aux régions de l'ONUSIDA VCA	Directeur EAR VCA	28-Avr-20	1,1	35	35	0	0	35	1	5	29	83%	0	0	2	29 recommandations cloûrées au cours de la période	
19/1183	Fonctionnaire de l'ONUSIDA dans le pays au Botswana	Directeur de pays de l'ONUSIDA	31-Aug-20	0,7	34	34	0	0	34	9	12	13	38%	2	1	6	4	13 recommandations cloûrées au cours de la période
Rapports d'audit du plan de travail 2020																		
20/1186	Fonctionnaire de l'ONUSIDA dans le pays, Service consultatif, Congo	Directeur EAR VCA	02-Mai-20	1,2	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	7	0	3	30%	N/A	N/A	N/A	3 recommandations cloûrées au cours de la période	
20/1174	Fonctionnaire de l'ONUSIDA dans le pays, Côte d'Ivoire	Directeur de pays de l'ONUSIDA	15-Dec-20	0,4	N/A	N/A	N/A	N/A	12	12	0	0	0%	0	0	0	Aucun commentaire formel n'a été reçu au cours de la période (certaines des recommandations ne sont pas encore échues)	
20/1176	Examen consultatif de la documentation relative aux voyages et aux achats UCO Afrique du Sud	Directeur de pays de l'ONUSIDA	12-Oct-20	0,6	N/A	N/A	N/A	N/A	10	0	1	9	90%	N/A	N/A	N/A	3 recommandations cloûrées au cours de la période	
20/1198	UCO Éthiopie	Directeur de pays de l'ONUSIDA	23-Aug-20	0,7	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	29	0	13	16	55%	0	0	0	16 recommandations cloûrées au cours de la période
20/1199	Bureau de liaison de l'Union africaine	Directeur du Bureau de liaison de l'Union africaine	31-Aug-20	0,7	N/A	N/A	N/A	N/A	31	10	9	12	39%	6	3	8	5	12 recommandations cloûrées au cours de la période
20/1190	Gestion des données à l'ONUSIDA	Directeur, Informations stratégiques et évaluation	13-Mai-21	0,0	N/A	N/A	N/A	N/A	15	15	0	0	N/A	N/A	N/A	N/A	Les recommandations ne sont pas encore échues	
Rapports d'audit du plan de travail 2021																		
21/1199	UCO en Ouganda (projet de rapport)	Directeur de pays de l'ONUSIDA	Publication du projet de rapport	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	33	33	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Le rapport final de l'audit n'a pas encore été publié	

* Non cloûrées = soit Ouvertes, soit En cours

TOUTES LES RECOMMANDATIONS	664	242	139	283	648	97	135	416
	100%	36%	21%	43%	100%	15%	21%	64%

À L'EXCLUSION DES RECOMMANDATIONS NON ÉCHUES	565	121	138	306	542	33	116	393
	100%	21%	24%	54%	100%	6%	21%	73%

Légende pour les explications de la mise en forme conditionnelle codée en couleur

Critères	Nombre d'années depuis la publication du rapport
Rapport final publié il y a moins d'un an	0-1
Rapport final publié entre 1 et 1,3 an auparavant (1,3 an correspond à la période cible de clôture d'un audit IOS)	1-1,3
Le rapport final a été publié il y a plus de 1,3 an (c'est-à-dire plus que le délai de clôture prévu pour un audit de l'IOS)	1,3
Critères	Taux de mise en œuvre
Taux de mise en œuvre supérieur à 85%	> 85%
Taux de mise en œuvre situé entre 50 et 85%	De 50 à 85%
Taux de mise en œuvre inférieur à 50%	< 50%
Critères	Pourcentage de mise en œuvre en retard*
Plus de 90 % de retard	> 90%
Entre 60 et 90 % de retard	De 15 à 90%
Moins de 60 % de retard	< 15%
Critères	Risque résiduel élevé ou priorité élevée En retard / Non cloûré(e)
La réponse de l'entité auditée n'est pas encore échue	N/A
Une ou plusieurs recommandations de risque résiduel élevé ou de priorité élevée	> 1
Aucune recommandation de risque résiduel élevé ou de priorité élevée	0